



Réseau québécois d'action
pour la santé des femmes



Le Réseau canadien pour
la santé des femmes



Canadian Women's
Health Network

Pour diffusion immédiate

COMMUNIQUÉ

Campagne de vaccination contre le virus du papillome humain (VPH) – Vive déception chez les groupes de femmes et de jeunes.

Montréal, le 14 avril 2008 - Des groupes de femmes et de jeunes qui avaient réclamé un moratoire sur la campagne de vaccination contre le VPH sont déçus que le gouvernement aille de l'avant tel qu'en atteste l'annonce publique de vendredi dernier des modalités de cette campagne.

« Nous ne sommes pas vraiment surprises mais nous sommes déçues que le gouvernement du Québec fasse la sourde oreille face à nos préoccupations » affirme Lyda Assayag, directrice du Réseau québécois d'action pour la santé des femmes. Nous déplorons que le gouvernement ait choisi d'investir dans un vaccin nouveau et très coûteux, selon des modalités qui sont toujours sous études, plutôt que de miser sur des stratégies de prévention plus vaste en matière de santé sexuelle.

Mêmes vaccinées, les jeunes filles et les femmes devront recourir au dépistage par test de Pap puisque le vaccin ne protège pas contre toutes les formes de cancer du col. Elles devront aussi continuer de se protéger contre les autres infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS) qui sont, pour la plupart, en augmentation au Québec. « Or, malgré les énoncés de bonne volonté de la part du gouvernement, nous attendons toujours l'annonce de mesures concrètes, et de budgets additionnels, afin d'améliorer l'accès au dépistage par test de Pap, la prévention des autres ITSS, et d'avoir un programme d'éducation sexuelle digne de ce nom dans nos écoles » déclare Nathalie Parent, coordonnatrice à la Fédération du Québec pour le planning des naissances.

Nul doute que la mise en place d'une campagne de vaccination contre le VPH mobilisera des ressources professionnelles et financières importantes. « Dans un contexte de pénurie de médecins et d'infirmières, de questionnement sur l'avenir de notre système de santé « faute de financement », l'investissement de 50 millions de \$ que nécessitera cette campagne la première année n'est-il pas disproportionné par rapport au fardeau de la maladie et aux autres problèmes de santé sexuelle ? » remarque Madame Parent.

« Nous ne comprenons toujours pas l'empressement du gouvernement de mettre en place une campagne universelle de vaccination alors que les taux d'incidence et de mortalité liés au cancer du col de l'utérus ne cessent de diminuer depuis les dernières années, qu'il n'y a pas d'épidémie, et alors que nous pourrions prendre le temps de réfléchir aux meilleures stratégies de prévention à mettre en place » déclare Abby Lippman, professeure en épidémiologie à l'Université McGill.

De plus, cette campagne renforce les stéréotypes en matière de sexualité en laissant encore une fois l'éducation sexuelle et les responsabilités des garçons de côté et en laissant incomber toute la responsabilité sur les jeunes filles. Selon Céline Morin, directrice du Regroupement des maisons de jeunes du Québec, « il est urgent de miser sur l'éducation et la prévention, et de remettre à l'ordre du jour du programme scolaire des activités d'éducation sexuelle permettant, entre autres, de sensibiliser aussi bien les garçons que les filles à ces aspects de leur santé sexuelle. »

Nous déplorons enfin l'absence d'information critique sur le VPH et le vaccin. La campagne publicitaire du fabricant du vaccin fait passer la publicité d'un produit à vendre pour de l'information en santé publique et laisse croire que nous sommes dans une situation explosive. Par exemple, les informations qui circulent sur le VPH insistent davantage sur le taux d'incidence élevé de l'infection par le VPH que sur le fait que cette infection sera sans conséquence pour 90 % des personnes infectées qui élimineront naturellement le virus au bout de deux ans. Dans un tel contexte, la question à savoir comment les parents pourront évaluer le pour et le contre de la vaccination et prendre des décisions éclairées face à la vaccination de leur fille l'automne prochain demeure entière.

- 30 -

Sources : Nathalie Parent, coordonnatrice, Fédération du Québec pour le planning des naissances
Tél. : 514-866-3721
www.fqpn.qc.ca

Abby Lippman, professeure au département d'épidémiologie de l'Université McGill et présidente du comité politique du Réseau canadien pour la santé des femmes
Tél. : 514-398-6266
www.cwhn.ca

Céline Morin, directrice, Regroupement des maisons de jeunes du Québec
Tél. : 514-725-2686

À propos des organismes signataires :

La **Fédération du Québec pour le planning des naissances** est un organisme communautaire dont la mission est de promouvoir la santé reproductive et sexuelle des femmes et de défendre les droits des femmes en la matière, dans une perspective féministe et d'approche globale de la santé.

Fondé en 1997, le **Réseau québécois d'action pour la santé des femmes** est un organisme provincial multidisciplinaire sans but lucratif dont la mission est de travailler solidairement à l'amélioration de la santé physique et mentale des femmes, ainsi que de leurs conditions de vie.

Le **Réseau canadien pour la santé des femmes** a été créé en 1993 en tant qu'organisme pancanadien bénévole dans le but d'améliorer la santé et la vie des filles et des femmes au Canada et dans le monde entier, et ce, en diffusant et en partageant des connaissances, de l'information, des ressources et des stratégies.

Le **Regroupement des maisons de jeunes du Québec** existe depuis 1980 et rassemble 140 maisons de jeunes de 15 régions du Québec. Il est reconnu par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec et travaille à faire connaître et reconnaître le travail accompli tous les jours dans les maisons de jeunes pour veiller aux intérêts des adolescents.